



4 décembre 2014

Elections des Comités Techniques des Services Déconcentrés DIRECCTE BASSE NORMANDIE Défendre le service public Défendre les agents

Depuis 2009 et la mise en place des DIRECCTE et des DIECCTE, nous avons subi le rouleau compresseur des gouvernements successifs, d'abord avec la RGPP sous Sarkozy, aujourd'hui avec la MAP (« Modernisation de l'Action Publique ») et les politiques d'austérité dans la Fonction Publique. Et demain, avec la réforme territoriale qui aura des conséquences sur nos services ! A chaque fois, c'est la même rengaine : il faudrait faire mieux avec moins de moyens... Moins de service public, moins d'agents, moins de mesures à gérer, moins de moyens pour fonctionner ? Et l'on voudrait nous faire croire que le service public n'est pas en danger ?



Des DIRECCTE/DIECCTE, pour quoi faire ?

Le projet des DIRECCTE a abouti à éclater les anciennes missions de la DGIS (devenue DGE) entre plusieurs administrations, à l'éclatement de la DGCCRF entre les niveaux régional et départemental, à noyer les directions du travail, de l'emploi et de la formation

professionnelle dans un grand ensemble dédié « aux entreprises »... Et les salariés, et les consommateurs dans tout ça ? Aujourd'hui, le jeu de massacre continue, avec les baisses d'effectifs que l'on nous présente comme inexorables... et les suppressions de missions qui iront avec ! Répétons-le haut et fort, nous ne voulons pas d'un guichet unique au service des entreprises, nous voulons des services publics qui permettent le progrès social !

Et nos conditions de travail ?

C'est bien simple, dans les hautes sphères ministérielles, on a décidé de faire comme dans le privé et désormais, une bonne organisation du travail, c'est une organisation en mouvement permanent.

Déménagements de bureaux et de locaux, changements de services et objectifs bidons, perte de missions et création de nouveaux échelons hiérarchiques, on a l'impression que les DIRECCTE – DIECCTE sont le nouveau joujou de petits gourous en *management*. Sauf que les premiers à en faire les frais, c'est nous-mêmes ! Les agents sont sous pression, ballottés entre leur professionnalisme et l'impossibilité de bien faire. Nous ne les laisserons pas faire leur petite tambouille sans réagir, sans résister, sans nous défendre !

Votez pour nous, c'est lutter ensemble !

Pour nous, **les élections ne sont pas un but en soi.** Juste le moyen de défendre et de représenter les agents dans les instances comme les Comités techniques des services déconcentrés (CTSD, ex-CTR) et les Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) qui en sont les émanations. Mais si revendiquer dans les instances est une chose, **nous préférons toujours l'action collective** : nous n'entendons pas « décider » quoique ce soit à la place des collègues, mais bien au contraire essayer de les réunir pour poser les problèmes et décider ensemble, les laisser souverainement décider de leur mobilisation et de ses modalités. Ce qui ne veut pas dire que nous n'avons pas de position, et elles sont

bien connues : nous réaffirmons notre **positionnement clair** vis-à-vis des différentes « réformes » dégradant services et conditions de travail, et vis-à-vis de la (des) direction(s). Nous assumons le fait **d'être un syndicat de lutte** face à ce qu'il convient d'appeler, si les mots ont un sens, les attaques des différents gouvernements, ministres et directions, centrales ou locales, de ce ministère. Nous entendons dénoncer les mauvais coups, , dire les choses telles qu'elles sont, sans complaisance, porter les revendications collectives et nous affronter aux différentes directions quand c'est nécessaire, pour défendre les intérêts individuels et collectifs des agents.



Un syndicat, ça sert à quoi ?

Le syndicat conseille, appuie, défend.
Le syndicat aide à la réflexion de chacun.
Le syndicat aide chacun à ne pas subir les pressions dans les services, par son intervention.
Le syndicat aide à l'intégration collective dans les services, pour rompre l'isolement et l'individualisme.
Le syndicat aide les individus à prendre confiance en eux.
Le syndicat aide à garder la tête hors de l'eau dans les moments difficiles, professionnels ou autres.
Le syndicat met à disposition des agents les moyens d'organiser des actions collectives.

Elire des représentants SOLIDAIRES – SUD, c'est être sûr-e :

- ✓ Du respect des valeurs fondamentales de notre syndicalisme : défense des intérêts des agents, refus du clientélisme que pratiquent certains, solidarité entre travailleurs du public et du privé, démocratie et unité syndicale,
- ✓ De choisir la défense d'un service public de proximité de qualité, utile à tous les citoyens, travailleurs et consommateurs, à toutes les citoyennes, travailleuses et consommatrices,
- ✓ De se donner les moyens d'être défendus équitablement et efficacement, dans la transparence des règles de gestion.

On ne lâche rien !

Halte à la dégradation des conditions de travail

Depuis la création des DIRECCTE - DIECCTE, nos conditions de travail en ont pris un sacré coup (au moral, notamment). Ces nouvelles entités ont été créées pour faire des économies, sans se préoccuper le moins du monde de la santé au travail des agents.

Conditions de travail

Depuis trois ans et les dernières élections professionnelles, nous avons tous eu, individuellement et collectivement, à faire face à des événements sans précédents, et chacun peut faire aujourd'hui le constat d'une dégradation très nette de notre situation au travail, quel que soit son service ou son poste, ceci n'étant du reste pas propre à nos ministères mais concernant toute la société.

La mise en œuvre du plan Sapin pour le secteur travail, les menaces et le démantèlement pesant sur les services emploi, la poursuite de la RGPP-MAP, etc., voilà les « réponses » cyniques apportées aux suicides et à la souffrance exprimée en 2011 et 2012, aux difficultés du travail « réel » dénoncées depuis des années.

C'est inacceptable !

Rémunération, qu'ils disaient !

Nous assistons à l'individualisation de la rémunération par la place de plus en plus importante des primes. Ces primes, dont une grande partie de l'attribution repose sur le seul « fait du prince », répondent pour l'essentiel à des règles opaques voire non communiquées reposant sur le seul concept de « manière de servir ». Nous nous interrogeons sur ce qui se cache derrière ce concept et nous craignons qu'il ne repose plutôt que sur la « manière d'être servile ». Nous continuerons de nous opposer à ce mode de rémunération que tous les projets gouvernementaux veulent étendre car elle participe au démantèlement du statut et squeeze, de fait, toute véritable négociation salariale dans la Fonction Publique. Dans les services, le salaire « à la prime » (pour ne pas dire « à la tête du client ») participe de la rupture des liens professionnels et de la mise en concurrence des agents.

La mise en concurrence, justement, ou cette volonté de vouloir opposer les uns aux autres par la fixation d'objectifs individuels. Encore un élément de l'individualisation qui doit briser les solidarités, les équipes sauf à utiliser ces dernières pour comparer, jauger chaque agent par rapport aux autres, à un autre. Là aussi nous continuerons à porter une parole différente car nous revendiquons pour la Fonction Publique une gestion qui ne peut être celle d'un groupe privé, car nous constatons au quotidien les dégâts occasionnés par cette gestion dans nos services et plus largement dans l'ensemble du monde du travail.

**L'individualisation de la rémunération,
c'est aussi la dégradation des conditions de travail !**

Immobilier, bureaux :

c'est le Monopoly du pauvre !

Qui n'a pas déménagé depuis quatre ans ? Les locaux de travail, c'est le chamboulement permanent depuis 2010 : j'achète, je vends, je loue, je dégroupes, je regroupe dans, paraît-il, une gestion « à l'économie ». Conséquences : des bureaux plus petits, des temps de trajet allongés, des entassements dans les bureaux, des implantations sans accès clairs pour les usagers.... Nous revendiquons : une localisation la moins dommageable pour les agents, des aménagements pour ceux qui subissent un préjudice, des bureaux individuels où on peut travailler et non des salles des pas perdus, de vrais lieux collectifs pour les pauses et des lieux de restauration aménagés ; et tout cela dans des bâtiments à haute qualité environnementale !





Solidaires CCRF & SCL est le 1^{er} syndicat de la DGCCRF (Concurrence, consommation et répression des fraudes). Notre priorité est la défense des agents et des missions de service public de protection économique des consommateurs et d'être porteur d'un projet pour le service public dont la DGCCRF a la charge.

Qui sommes-nous ?

Solidaires à l'Industrie et au Développement durable (I.D.D.) est à l'Industrie et à l'Ecologie, notamment dans l'ancienne DGCIS, dont la vocation originelle était les contrôles dans des domaines aussi variés que les équipements sous pression, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, la métrologie, mais qui a perdu la plupart de ses missions historiques.

SUD Travail Affaires sociales défend une inspection du travail au service des salariés, et des politiques de l'emploi et de la formation professionnelle en faveur des chômeurs et des salariés. Face aux réformes actuelles qui sont des régressions pour tous (usagers comme agents), nous appelons à résister en agissant le plus collectivement possible.

Indépendants et combatifs, nous réitérons notre opposition à toutes les réformes libérales qui détruisent le service public, affaiblissent un peu plus les plus démunis et tentent de rendre les fonctionnaires responsables du déficit public. Nous sommes porteurs d'un projet plus large qui a pour but le progrès social et une meilleure répartition des richesses. Régionalement, nous sommes attachés à la défense des agents, toutes catégories confondues.

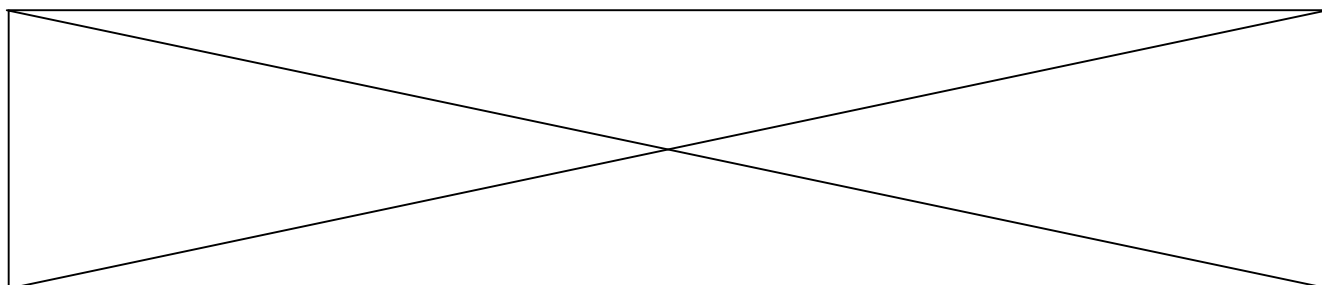
Nous sommes présents pour toutes les catégories. Exemple pour les C (appel au boycott pour les tâches supplémentaires, suppression du plafonnement des primes, demande d'augmentation des salaires, demande d'ouverture de concours de recrutement...).

Nous avons contribué à la constitution des cahiers de doléances après les suicides de plusieurs de nos collègues. Nous défendons au sein des instances (CTR et CHSCT), l'intérêt des agents, les missions de service public et par conséquent les usagers. Dans ces instances, nous n'hésitons pas à dénoncer les dysfonctionnements et les abus de notre administration. Nous demandons des comptes à notre

administration (demande du bilan social annuel, état des heures écoulées, on demande des comptes sur la disparité entre les hommes et les femmes en Basse Normandie afin d'éviter les discriminations hommes/femmes. On est vigilant et on interroge notre hiérarchie sur tous les points (déménagements, baisses d'effectifs, transformations de postes voire disparitions, affectations arbitraires, Nous impulsions les intersyndicales dès que cela est possible car la lutte unitaire est une priorité pour nous.

Nous nous sommes mobilisés fortement contre la réforme SAPIN, nous avons mené des actions sur le terrain, sensibiliser les confédérations syndicales de salariés, nous avons rencontrés les élus afin de discuter avec eux sur les problématiques engendrées par cette réforme. Nos militants sont présents dans chaque département, dans chaque métier et dans chaque catégorie.

En Basse Normandie notre liste de candidat-e-s pour le CTSD est composée de :



Le 4 décembre 2014

**Votez pour les listes SUD Travail Affaires Sociales,
Solidaires CCRF & SCL et Solidaires I.D.D.**

Votez SOLIDAIRES Fonction Publique